

Les services d'urgences de Côte d'Or en urgence vitale

En Côte d'Or, la situation des hôpitaux publics est catastrophique. Manque de moyens chroniques, absence d'anticipation, désertification médicale, les facteurs de tension sont nombreux, volonté de mercantilisation de la santé et mettent en jeu la santé des populations à l'image de ce qui se passe au CHU de Dijon.

Le CHU doit chaque jour trouver entre 20 et 30 lits pour hospitaliser les patients qui entrent aux urgences. Certains jours, il y a, dès 7h00, déjà 20 patients à hospitaliser, donc une partie des patients de la veille non encore orientés. Il y a aussi, régulièrement, autant de patients en attente d'être vus par un médecin, pour la plupart en attente de brancards et déjà des patients installés dans le couloir faute de place dans les box d'examens ou les zones sous surveillance.

Les urgences sont, depuis des mois, surchargées du fait d'un manque de lits d'aval, de fermeture de services dans les hôpitaux périphériques, de l'étendue des déserts médicaux qui conduisent à une absence de prévention et à des pathologies aggravées prises en charge tardivement.

Certains syndicats de médecins urgentistes parlent aujourd'hui de 1500 à 2000 morts évitables par an en France, en raison des difficultés matérielles et des diminutions des moyens des services. Cela fait planer sur les équipes, médicales et paramédicales, un réel danger professionnel en les plaçant dans la situation de ne pas pouvoir offrir au patient une réponse de prise en charge optimale et totalement adaptée.

Cependant, au quotidien, ces modalités dégradées de prise en charge dans des conditions parfois indignes, imposent aux soignants un rythme de travail incompatible avec leur conception de la relation aux patients et génèrent une charge mentale qui pèse sur leur santé, induisant épuisement professionnel et burn-out. Aujourd'hui, si les effectifs des équipes médicales et paramédicales se sont améliorés, on peut craindre qu'ils soient mis en péril par le risque d'un absentéisme lié à la maladie.

Il est indispensable de proposer des solutions pérennes, adaptées et immédiates afin de retrouver des conditions d'accueil des patients conformes à leurs besoins de santé dans des conditions éthiques et respectueuses de la dignité des personnes. Ces mesures doivent se prendre sur une échelle territoriale en s'appuyant sur l'ensemble des établissements du département de Beaune jusqu'à Chatillon en passant par Montbard, Saulieu et Semur.

La CGT regrette que les élu-es politiques locaux ne se pressent pas au chevet de leurs hôpitaux (dont certains en sont les présidents des conseils de surveillance (F.Rebsamen-CHU, E. Coint-La Chartreuse, C. Sadon-Semur en Auxois, A. Suguenot-Beaune, pour les plus importants) ceci afin d'obtenir les moyens indispensables pour répondre aux besoins des populations.

Depuis des années la CGT au côté de ses syndicats locaux alertent au travers de nombreuses actions sur cette dégradation constante des moyens de santé au fil des budgets consacrés au financement de la sécurité sociale. L'importance de ce budget est toujours présentée comme une cause aggravante du déficit public.

Il y a certainement d'autres choix budgétaires à privilégier que les dépenses militaires ou autres au détriment des budgets à l'ensemble des services publics dont celui de la santé.